

eux-mêmes, c'est-à-dire les répercussions environnementales directes, nous obligent à nous y attaquer collectivement.

Les pouvoirs publics peuvent réagir de différentes façons, notamment en accordant une aide financière destinée à réduire le stress environnemental ou à améliorer les conditions sociales - soulager la pauvreté par exemple -, dans le but d'apaiser des tensions sociales susceptibles de se transformer en conflit violent. L'aide peut être versée directement sous forme de projet bilatéral, mais il pourrait aussi s'agir d'effacer une dette. Pour qu'elle soit la plus efficace possible, l'aide devrait consister en ressources nouvelles et additionnelles. C'est ce qui a en principe été convenu à la CNUED, mais les pays en développement ont de la difficulté à le faire sur le plan politique. Et pourtant on a de bonnes raisons d'envisager sérieusement une réorientation de l'aide. La réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les pays industrialisés pourrait être fortement influencée par une augmentation des émissions en Chine. Voilà qui n'augure rien de bon pour les efforts liés aux changements climatiques. Une prise de conscience quant aux liens qui existent entre le stress environnemental et la sécurité nationale peut - et devrait - avoir l'effet d'une dose d'adrénaline sur les pays qui « sont fatigués de donner ». Les contribuables des pays industrialisés sont plus susceptibles d'appuyer l'aide au développement s'ils sont en mesure d'établir un lien entre l'aide fournie et leur propre intérêt et bien-être⁹⁸. Le public va demeurer très sceptique face à l'aide aux pays en développement s'il ne peut clairement associer l'aide à un objectif particulier qui revêt un intérêt pour le pays donneur ou si l'on ne peut démontrer qu'il entraîne dans le pays bénéficiaire un changement d'orientation souhaitable pour l'ensemble de la planète.

Il faut également revoir la composition de l'aide à l'étranger. Si un pays ne peut augmenter son budget d'aide à l'étranger, il doit revoir son financement actuel à la lumière des préoccupations plus vastes de sécurité nationale. Plus particulièrement, même s'il s'agit d'une question politique extrêmement délicate, il pourrait être justifié de mettre l'accent sur les programmes destinés à stabiliser la population.

Le transfert technologique est aussi une forme d'aide importante. Il pourrait comporter des investissements directs à l'étranger de la part du Canada, la vente directe de technologies ou l'exportation de biens fabriqués avec des technologies modernes « propres ». Du côté de la Chine, les priorités pourraient comprendre la production

⁹⁸ Sans tenir compte du fait que le stress environnemental peut engendrer un conflit violent, l'aide à caractère environnemental entre très bien dans la définition générale de la sécurité nationale. Par exemple, pour réduire les émissions de soufre qui se dégagent du charbon à haute teneur en soufre, le Japon a financé plusieurs épurateurs-laveurs en Chine, étant donné que la pollution se dirige vers le Japon. Richard N. Cooper, Environment and Resource Policies for the World Economy, The Brookings Institution, Washington, D.C., 1994, p. 38.